

CONSULTATION PUBLIQUE N°2019-006 DU 27 MARS 2019 RELATIVE A
LA STRUCTURE DU PROCHAIN TARIF D'UTILISATION DES RESEAUX DE TRANSPORT DE GAZ
NATUREL DE GRTGAZ ET TERECA

-- Réponse de BOREALIS --

Borealis produit de l'ammoniac par vapo-réformage du gaz naturel. Le gaz naturel est utilisé à la fois comme matière première (65%) pour produire l'hydrogène et comme énergie (35%). Le marché de l'ammoniac est un marché mondial, les sites français sont donc exposés à la concurrence internationale. Ainsi dans le cadre de l'Emission Trading Scheme la production d'ammoniac est considéré par la Commission Européenne à risque de fuite de carbone. Les sites Borealis Grand Quevilly, Grandpuits et Ottmarsheim sont raccordés sur le réseau de transport.

Question 1 : Partagez-vous le bilan de la CRE sur le dimensionnement des réseaux français de transport de gaz naturel et sur la nécessaire prudence dans le lancement de nouveaux projets d'investissement?

Oui,

Question 2 : Etes-vous favorable au maintien du calendrier tarifaire actuel d'avril à avril, à l'exception des termes tarifaires applicables aux PIR qui évolueraient au 1er octobre de chaque année ?

Oui.

Question 3 : Etes-vous favorable au maintien de la classification des réseaux, principal et régional, envisagée par la CRE ?

Oui.

Question 4 : Etes-vous favorable au maintien de la classification de la compensation stockage envisagée par la CRE ?

Nous reprenons la position de l'UNIDEN. « La « compensation stockage » ne faisant évidemment pas partie de « transmission services » (au sens du code de réseau Tarif), elle ne peut être ici classée qu'en « non-transmission services » ou « service annexe ». Ceci dit, si on s'en tient à la définition par le code de réseau Tarif de ces « services annexes » (rappelée au 1^{er} alinéa du § 2.1.2.1 page 17/44), on ne s'y retrouve pas pour le « terme tarifaire stockage » en ce qui concerne notamment

- le reflet des coûts qui devrait normalement être couvert par le produit des enchères, or ce n'est pas du tout le cas du fait notamment de prix de réserve à zéro... ce qui rend l'impact très important pour les consommateurs.
- la non-discrimination : on ne peut asseoir la compensation stockage sur une formule de « modulation » unique pour des consommateurs protégés et des consommateurs qui ne le sont pas (puisque ces derniers seront délestés pour protéger les précédents).
- Objectivité des tarifs de « services annexes » : ce n'est pas le cas pour la « compensation stockage » puisque son coût est induit par les prix de réserve nuls des enchères, ...ce qui fait que finalement le terme de compensation stockage représente ~75% des coûts opérationnels des opérateurs de stockage.
- Maîtrise des coûts : le schéma précédent (système des obligations qui responsabilisait directement les opérateurs de stockage) garantissait la maîtrise des coûts de stockage, ces derniers pouvant ne pas être souscrits en totalité si les coûts étaient trop élevés par rapport à

des offres concurrentes. Le schéma actuel ne garantit aucunement la maîtrise des coûts et déresponsabilise les acteurs en particulier les traders qui acquièrent des capacités de stockage à coût quasi nul au frais du consommateur français. »

Question 5 : Etes-vous favorable au maintien des principes de tarification (tarification à la capacité, selon un modèle entrée-sortie) et de péréquation en vigueur dans le tarif ATRT6 ?

Oui.

Question 6 : Etes-vous favorable à conserver globalement la répartition entrée/sortie actuelle ?

Oui.

Question 7 : Etes-vous favorable aux principes de tarification envisagés par la CRE pour le réseau principal ?

Oui.

Question 8 : Etes-vous favorable à la requalification du PIR Jura en PIRR ?

Oui.

Question 9 : Etes-vous favorable au maintien des rabais tarifaires envisagés par la CRE pour les capacités interruptibles ?

BOREALIS comme l'UNIDEN est favorable au rabais de 50% envisagé par la CRE pour les capacités d'entrée (représentatif de la réalité). Par contre, pour les points de sortie (dont les taux d'interruption constatés sont en gros d'un niveau inférieur ou égal à 15%), il ne nous semble par logique d'appliquer un abattement de 25% : c'est 15% qu'il faut retenir dans la situation actuelle.

Question 10 : Etes-vous favorable à l'apurement du CRCP sur l'ensemble des termes tarifaires ou préférez-vous le maintien d'un apurement sur les seuls termes du réseau aval ?

BOREALIS comme l'UNIDEN est favorable à la position envisagée par la CRE, à savoir un apurement du CRCP sur l'ensemble des termes tarifaires.

Question 11 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de répercuter la baisse des souscriptions en entrée et en sortie du réseau de manière équivalente sur l'ensemble des termes tarifaires du réseau amont ?

Borealis reprend la position de l'UNIDEN : « avec la réduction anticipée des consommations de gaz naturel en France, notamment au niveau des industriels (au-delà des ajustements récents induits par des conversions du fuel au gaz), la France va devenir progressivement un pays de transit. A ce titre, il apparaît normal de plutôt répercuter les augmentations induites sur les tarifs d'entrées. »

Question 12 : Quelle est votre position sur l'offre de transfert de capacités entre PIR à prix préférentiel selon les modalités proposées par GRTgaz ?

Comme l'UNIDEN nous avons une position réservée, à l'instar de la CRE. Si l'objectif de liquidité du PEG apparaît favorisé par la proposition apparaissant a priori intéressante de GRTgaz, nous ne disposons pas des éléments pour mesurer si ces transferts de réservations annuelles/trimestrielles/mensuelles auront des conséquences néfastes en matière de revenus du GRT.

Question 13 : Etes-vous favorable à la possibilité pour un expéditeur de faire évoluer sa souscription de capacités aux PITTM la veille pour le lendemain, tout en conservant l'intégralité du volume de capacités initialement souscrites ?

Oui. Tout ce qui peut générer de la flexibilité lissera les prix du PEG.

Question 14 : Etes-vous favorable à l'évolution de la règle d'attribution des capacités au PITTM de Fos à compter de 2021 proposée par la CRE, pour tenir compte de la réduction de la capacité de regazéification à Tonkin ?

Oui.

Question 15 : Etes-vous favorable à l'offre de *pooling* aux PITTM proposée par GRTgaz ?

Comme l'UNIDEN, BOREALIS est favorable à l'offre de pooling aux PITTM dans la mesure où, d'une part cela ne peut que rapporter un revenu supplémentaire à GRTgaz, et d'autre part cela ne peut qu'être positif pour le niveau du PEG via la flexibilité ainsi apportée.

Question 16 : Etes-vous favorable au maintien dans le tarif ATRT7 des principes de tarification du réseau régional en vigueur dans le tarif ATRT6 ?

Oui.

Question 17 : Êtes-vous favorable à une baisse de 8 à 4 des coefficients mensuels du tarif des capacités de janvier et février ?

Comme l'UNIDEN, BOREALIS est favorable à la baisse des coefficients mensuels de Janvier et Février comme proposé par GRTgaz et validé par la CRE. Une simultanéité d'application devra être assurée avec la Distribution.

Question 18 : Etes-vous favorable à la suppression du 2ème seuil des pénalités pour dépassement de capacité comme proposé par GRTgaz ?

Oui a priori. Il y aura lieu cependant de vérifier que la simultanéité à la fois de la suppression de ce 2ème seuil de pénalités et de la baisse des coefficients mensuels de Janvier-Février ne va pas plus ou moins « déresponsabiliser » certains acteurs, à l'heure de la transition énergétique où il faut donner partout les « bons signaux ».

Question 19 : Etes-vous favorable à l'arrêt du système de redistribution des pénalités, qui seraient reversées par les GRT via le tarif ?

Oui.

Au-delà de la question posée, il nous semblerait légitime que les revenus issus des dépassements de consommations bénéficient aux tarifs « aval » plutôt qu'aux tarifs « amont ».

Question 20 : Etes-vous favorable à la suppression de l'offre d'acheminement interruptible à préavis court ? Si oui, considérez-vous que cette suppression devrait intervenir en parallèle de la mise en oeuvre de l'interruptibilité ?

Compte-tenu des éléments d'analyse apportés par la CRE, Comme l'UNIDEN, BOREALIS est favorable à la suppression de l'offre d'acheminement interruptible à préavis court.

Reste à fixer le délai de cette suppression, que la CRE a explicitement proposé de reporter au 1^{er} Avril 2021 (présentations en Concertation Gaz), contrairement à l'élargissement d'assiette de compensation stockage pour l'instant envisagée au 1^{er} Avril 2020. Avec les éléments d'analyse apportés par la CRE (d'une part l'absence totale d'occurrence d'IAPC par le passé, et d'autre part l'improbabilité encore plus grande d'un besoin d'IAPC maintenant que le réseau a beaucoup plus de flexibilité que par le passé), l'UNIDEN ne pourrait accepter l'idée que soient d'application en même temps 2 offres d'interruptibilité différentes (IAPC et interruptibilité secondaire) : *risques de situations discriminantes* pour les consommateurs raccordés en Transport dont certains auraient accès aux 2 dispositifs et les autres seulement à 1; au-delà quel serait le 1^{er} dispositif appelé en cas de besoin? Etc... Par conséquent l'interruptibilité secondaire, si d'aventure elle voit le jour, ne pourra être activée qu'après suppression de l'IAPC et en tous les cas pas avant.

Question 21 : Etes-vous favorable à la suppression du terme de proximité ?

Compte-tenu des sources de plus en plus diverses d'alimentation du réseau français d'une part, et de la dynamique voulue avec la place de marché unique désormais, Comme l'UNIDEN, BOREALIS

considère envisageable d'appliquer un principe d'équité nationale c'est-à-dire de supprimer le terme de proximité historique qui, semble-t-il, n'est pas sans fragilité juridique.

Question 22 : Etes-vous favorable au maintien de la remise raccordement selon les modalités en vigueur ?

Oui.

Question 23 : Considérez-vous comme la CRE qu'une extension du périmètre de la compensation stockage aux consommateurs raccordés aux réseaux de transport n'est envisageable qu'avec la mise en oeuvre d'un dispositif d'interruptibilité permettant une exonération partielle ou totale de la compensation stockage ?

BOREALIS ne bénéficient pas du statut de « consommateurs protégés » fixé par le Règlement UE 2017/1938 (au 5 de l'art 2). Etant donc de facto délestables prioritairement pour sauvegarder les consommateurs protégés, Borealis ne bénéficient pas des stockages en cas de crise.

Une augmentation du coût du stockage pénaliserait directement la rentabilité des unités d'ammoniac françaises.

Nous craignons que l'interruptibilité, même non rémunérée, soit considérée comme une aide d'Etat par la Commission européenne et soit donc exposée à un risque juridique. Par ailleurs, les modalités de ce dispositif ne sont ni déterminées, ni liées à la réforme du stockage.

Au-delà de ne pas bénéficier du statut protégé précédent, BOREALIS est non climato-sensibles ...contrairement aux consommateurs domestiques & tertiaires (dont les pics de consommation sont parfaitement coordonnés!). Ainsi à ce 2ème titre, les consommateurs industriels encore une fois ne bénéficient pas du stockage. *C'est tout simplement ce qu'a reconnu pendant longtemps le précédent dispositif des « obligations » de stockage: le fournisseur avait un devoir de précaution pour assurer ses engagements contractuels avec ses clients domestiques & autres, mais il ne répercutait pas aux consommateurs industriels puisque non climato-sensibles.*

La position de BOREALIS est donc, pour les 2 raisons précédentes, de demander que l'ensemble des consommateurs industriels (au-delà d'une consommation annuelle minimale) soient de facto exemptés du terme de compensation stockage, sans distinction entre Distribution et Transport car ne contribuant aucunement au besoin de stockage.

Ceci étant réaffirmé, si d'aventure l'assiette de compensation devait néanmoins être étendue un jour comme ici envisagé, alors il serait impératif de déjà revoir la formule de « modulation ». En effet le 1^{er} terme de la formule, la capacité souscrite (dont on défalque la consommation moyenne annuelle), est certes pertinent pour les consommateurs domestiques & tertiaires, mais il ne l'est pas pour les consommateurs industriels (cf notamment les contrats de secours au gaz naturel d'outils de production de chaleur *notamment renouvelable*) : pour les industriels (exclusivement pour eux car ni protégés ni globalement climato-sensibles), ce 1^{er} terme devrait être remplacé par la consommation moyenne hivernale – tel que suggéré par la CRE.

Par ailleurs, si d'aventure un quelconque recours à de l'interruptibilité (non rémunérée) devait être finalement envisagé en transport il *ne pourrait intervenir avant la suppression préalable de l'IAPC* (envisagée pour 2021, tel que présenté en Concertation Gaz par la CRE notamment) – ainsi que nous l'avons déjà précisé dans notre réponse à la question 20.

Enfin, abordons la question du non-alignement désormais du périmètre de compensation avec celui du « filet de sécurité » défini à l'article L. 421-6 du code de l'énergie (lequel filet de sécurité s'applique désormais à tous les consommateurs transport comme distribution), question que mentionne la CRE en fin du paragraphe 2.3.2 de la présente consultation. Pour le cas très hypothétique où toutes les capacités de stockage ne seraient pas souscrites une année par les enchères (ce qui est quasi-impossible avec les modalités actuelles..., notamment avec des prix de réserve nuls), alors il est clair que *chaque fournisseur impacté répercuterait tout simplement et naturellement ses charges induites*

par le « filet de sécurité » exceptionnel ...à ses consommateurs les plus climatiques du moment, quel que soit leur réseau de raccordement. Donc il n'apparaît pas vraiment de problème légal ou réglementaire à ce sujet, ...d'autant plus que le « filet de sécurité » n'interviendra manifestement pas avant longtemps !

EN RESUME rappelons que, avec le précédent processus non régulé basé sur les obligations, les consommateurs industriels ne payaient pas le stockage (dans leur immense majorité). Il est donc impensable que soit mis en place un nouveau dispositif ...aboutissant à des hausses de coûts d'acheminement pour les industriels qui seraient, selon les calculs de la CRE, de l'ordre de 40% en transport !

Cela représenterait un enjeu pour l'industrie d'au moins 80M€/an (par l'élargissement au transport), ce qui nous semble complètement disproportionné au regard

- du non-bénéfice du stockage pour les consommateurs industriels, rappelons-le,
- de l'effet d'aubaine manifeste pour les fournisseurs et traders (d'autant plus qu'ils bénéficient déjà de tarifs de transport privilégiés entre réseau et stockage), voire d'effet d'aubaine également pour les opérateurs de stockage (en France contrairement à tous les pays voisins sauf l'Italie),
- le tout au détriment de la compétitivité de l'industrie française par rapport à ses concurrents européens.

Question 24 : Etes-vous favorable à l'envoi d'un signal économique aux producteurs de biométhane concernant la localisation des installations, afin de réaliser en priorité les installations engendrant le moins de contraintes sur le réseau ?

Borealis est favorable à un signal économique aux production pour optimiser les investissements. Borealis pourrait accueillir des installations de méthanisation et consommer le biométhane sans passer par l'injection dans le réseau.

Question 25 : Avez-vous toute autre proposition ou remarque sur la structure du tarif ATRT7 ?

/
